

NATIONS UNIES  
**Assemblée générale**  
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION  
*Documents officiels*

CINQUIÈME COMMISSION  
12e séance  
tenue le  
lundi 16 octobre 1989  
à 15 heures  
New York

---

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 12e SEANCE

Président : M. AL-MASRI (République arabe syrienne)

puis : M. VAHER (Canada)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL  
1990-1991 (suite)

POINT 124 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANIFICATION DES PROGRAMMES (suite)

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT  
ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Débat général (suite)

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET  
RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.  
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,  
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,  
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un rectificatif distinct pour chaque commission.

---

Distr. GENERALE  
A/C.5/44/SR.12  
18 octobre 1989

ORIGINAL : FRANCAIS

La séance est ouverte à 15 h 25.

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991 (suite)

POINT 124 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANIFICATION DES PROGRAMMES (suite)

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Débat général (suite) (A/44/6/Rev.1, A/44/7, A/44/16 et Add.1, A/44/222 et Corr.1, A/44/233, A/44/234 et A/44/272; A/C.5/44/CRP.1)

1. M. WILKINSON (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que le projet de budget-programme pour 1990-1991 est le premier qui ait été établi conformément aux procédures adoptées par consensus dans la résolution 41/213. Or, son montant dépasse de 1,3 million de dollars le montant approuvé par l'Assemblée dans sa résolution 43/214. Bien que relativement modeste, cet écart entache la crédibilité du nouveau processus budgétaire. Dans son rapport (A/44/16), le Comité du programme et de la coordination (CPC) souligne que le Secrétaire général doit respecter les dispositions de la résolution 43/214. La délégation des Etats-Unis appuie cette recommandation et espère que la décision que l'Assemblée prendra à l'égard du budget illustrera la volonté de faire appliquer les réformes budgétaires.

2. En termes réels, le montant du projet de budget-programme pour 1990-1991 est inférieur de 0,4 % à celui du budget approuvé pour 1988-1989. Cette réduction n'ayant pas d'incidences négatives sur les activités de l'Organisation, il est clair que celle-ci peut s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées tout en s'astreignant à une stricte discipline budgétaire. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) recommande de réduire de 6,9 millions de dollars le montant proposé par le Secrétaire général. Cette réduction globale est inférieure à celle proposée les années précédentes, signe que le Secrétariat a fait des efforts pour supprimer les gaspillages et les activités marginales. La délégation américaine se prononcera sur les différentes propositions du Comité consultatif lors de l'examen chapitre par chapitre, mais elle souscrit d'ores et déjà à toutes les réductions recommandées.

3. Dans sa résolution 41/213 et ses résolutions ultérieures, l'Assemblée a demandé de réduire les effectifs de 15 % en rationalisant les activités et en éliminant les doubles emplois. De l'avis du Secrétaire général, si cet objectif n'est pas encore atteint, c'est parce que les Etats Membres n'ont pu se concerter pour rationaliser le calendrier des conférences et restructurer les secteurs économique et social. Il est à noter toutefois que le Secrétariat a joui en la matière d'une très grande latitude et qu'on a laissé aux directeurs de programme le soin d'identifier les postes pouvant être supprimés. Or, le projet de budget ne va guère au-delà des 12 % approuvés pour 1988-1989. Tout en appréciant les progrès accomplis, la délégation des Etats-Unis est préoccupée par le fait que le Secrétaire général n'ait pu compenser par d'autres réductions le rétablissement de 50 postes pour les services de conférence approuvé par l'Assemblée à sa

(M. Wilkinson, Etats-Unis)

quarante-troisième session. Elle espère que le représentant du Secrétaire général fournira des précisions sur ce point. Pour atteindre l'objectif de 25 % fixé pour la réduction des postes de secrétaire général adjoint ou de sous-secrétaire général, il aurait fallu supprimer 14 de ces postes et non pas 10 comme prévu dans le projet de budget-programme. La délégation des Etats-Unis est prête à collaborer avec le Secrétariat et les autres délégations en vue d'atteindre cet objectif, d'ailleurs modeste.

4. Cela étant, le projet de budget montre que des progrès ont été accomplis dans d'autres domaines, notamment en ce qui concerne la recommandation 44 du Groupe des Dix-Huit visant à accroître la proportion des nominations dans les classes de début. Il faut espérer que cette tendance se poursuivra. On constate aussi que des économies ont été réalisées au titre de dépenses autres que les coûts salariaux. La délégation américaine espérait toutefois que les économies au titre de la location et de l'entretien des locaux seraient plus importantes. Elle se réserve le droit de revenir sur la question lorsqu'on examinera le chapitre 28.

5. Le Secrétaire général s'est également employé à déterminer les priorités comme l'Assemblée le lui a demandé dans sa résolution 41/213. Ainsi, la lutte contre le trafic international des stupéfiants et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique ont été identifiés comme des objectifs majeurs pour l'exercice à venir. La délégation américaine est toutefois déçue que le Secrétaire général n'ait alloué à ces programmes que des postes temporaires; leur importance justifierait en effet qu'on y transfère des postes permanents actuellement affectés à des programmes non prioritaires.

6. Le projet de budget-programme pour l'exercice 1990-1991 est le premier à prévoir un fonds de réserve, dont l'Assemblée, dans sa résolution 43/214, a fixé le montant à 15 millions de dollars. Cette somme doit couvrir toutes les dépenses additionnelles concernant les programmes qui seront approuvés au cours des quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions. Le Secrétariat doit veiller à ce que toutes les grandes commissions respectent scrupuleusement les procédures approuvées : à supposer que les dépenses additionnelles dépassent le montant du fonds de réserve, il faudra supprimer des programmes en cours ou reporter l'exécution des nouveaux programmes à l'exercice suivant. Si, comme l'indique le Secrétaire général dans son introduction, 20 % des produits sont "discretionnaires" plutôt que strictement "prescrits", on ne voit pas pourquoi il ne serait pas possible de reprogrammer les activités proposées. Il se pourrait que le Secrétariat ne propose pas systématiquement de supprimer des activités non prioritaires. Par exemple, dans son rapport A/C.5/44/5, le Secrétaire général envisage uniquement de reporter des activités nouvelles au cas où le fonds de réserve serait insuffisant. La délégation américaine espère que le Secrétariat respectera désormais de façon plus rigoureuse les modalités d'opération du fonds de réserve telles qu'approuvées par l'Assemblée générale.

7. Etant donné que le rapport du Secrétaire général sur la constitution d'une réserve servant à couvrir les dépenses additionnelles dues aux fluctuations monétaires, à l'inflation des coûts non salariaux et aux augmentations réglementaires des dépenses de personnel devra être examiné attentivement, la

(M. Wilkinson, Etats-Unis)

délégation américaine souhaite qu'il soit présenté le plus rapidement possible. S'agissant des coûts salariaux, elle ne pourra se prononcer sur une augmentation éventuelle des traitements qu'après avoir examiné les recommandations de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et leurs incidences financières, mais elle tient d'ores et déjà à exprimer des réserves quant à un relèvement des traitements au-delà de la marge approuvée.

8. En ce qui concerne l'application de la résolution 41/213, la délégation américaine estime, comme le Secrétaire général, qu'il s'agit là d'un processus à caractère non pas fini mais continu qui a pour but de rationaliser et de rendre plus efficaces les travaux du Secrétariat. Le type d'examen rigoureux demandé par la résolution devrait d'ailleurs être effectué de manière systématique.

9. Le rapport du Secrétaire général A/44/222 montre que d'importants progrès ont été accomplis dans l'application d'un grand nombre de recommandations du Groupe des Dix-Huit et l'on peut déjà en ressentir les effets bénéfiques. Mais il reste beaucoup à faire. Les Etats Membres, en particulier, ne se sont pas suffisamment employés à appliquer les recommandations qui les concernaient directement, notamment en ce qui concerne le calendrier des conférences, la restructuration des secteurs économique et social et la réforme du mécanisme intergouvernemental. Le processus de restructuration des secteurs économique et social n'est pas facile et exigera sans doute plusieurs années de négociation. C'est pourquoi, il est essentiel de s'y atteler immédiatement et de demander au Secrétariat d'indiquer aux Etats Membres la meilleure façon de procéder.

10. Pour ce qui est du Département des services de conférence, le Secrétaire général déclare que l'on ne saurait procéder à de nouvelles réductions d'effectifs tant que le calendrier des conférences et des réunions n'aura pas été simplifié. Cela est vrai jusqu'à un certain point seulement car il semble qu'on pourrait encore supprimer des postes sans attendre que le mécanisme intergouvernemental ait été restructuré. Comme le recommande le Comité consultatif, il faudrait aussi revoir d'urgence les statistiques concernant le volume de travail et les normes de productivité et ce devrait être une priorité absolue pour la session en cours. Les Etats Membres, pour leur part, devraient s'efforcer de rationaliser le calendrier des conférences. Le nombre des réunions et le volume de la documentation n'ont guère été réduits. Le processus de négociation est devenu trop complexe. La délégation américaine est convaincue que les réunions seraient plus utiles si elles étaient moins nombreuses mais axées sur des thèmes plus précis.

11. Alors que la période de trois ans retenue pour l'application des recommandations du Groupe des Dix-Huit touche à sa fin, de nombreuses réformes n'ont été que partiellement appliquées et certaines recommandations n'ont jamais été suivies d'effet. De grands progrès ont été accomplis, grâce à l'action du Secrétaire général et des Etats Membres, mais le processus de réforme n'est pas terminé. Le monde attend beaucoup de l'Organisation dans nombre de domaines importants - environnement, lutte contre le trafic des stupéfiants, droits de l'homme, maintien de la paix, etc. Les besoins sont grands mais les ressources limitées. Il est donc de la plus haute importance de répartir celles-ci de façon optimale.

12. M. BLANC (France), parlant au nom des Etats membres de la Communauté européenne, se félicite du consensus qui s'est formé autour du processus de réforme, mais constate que si la période de trois ans fixée pour l'application des recommandations du Groupe des Dix-Huit touche à son terme, tous les objectifs n'ont pas encore été atteints. Il faut donc poursuivre les efforts, et le Secrétaire général doit continuer d'informer les Etats Membres de la suite donnée aux directives adoptées par l'Assemblée. Les Douze, pour leur part, n'ont pas ménagé leur soutien politique et financier au Secrétaire général; ils versent en totalité et dans les meilleurs délais leurs contributions au budget ordinaire, qui représentent, ensemble, près d'un tiers du total.

13. Le Secrétaire général a dû mettre en oeuvre un programme de réforme sans précédent dans un contexte marqué par une crise financière aiguë et alors que les Etats Membres, de leur côté, n'étaient pas toujours en mesure de faire progresser la restructuration du mécanisme intergouvernemental. Certaines réformes de structures ont été menées à bien dans les secteurs politiques et administratifs du Secrétariat; d'autres se heurtent à des résistances internes. Les Douze considèrent que, s'agissant de l'organisation et de la structure du Secrétariat, l'autorité du Secrétaire général doit être respectée par tous et que les mesures adoptées doivent être appliquées.

14. L'application de la recommandation 15 du Groupe des Dix-Huit est difficile mais il faut la poursuivre, tout en tenant compte des recommandations faites par le CPC au paragraphe 66 de son rapport (A/44/16). La restructuration du mécanisme intergouvernemental dans les secteurs économique et social devrait se traduire par une réorganisation des services d'appui et permettre, entre autres avantages, de mieux utiliser les ressources disponibles. Par ailleurs, les Douze constatent que, malgré un effort louable, le pourcentage de réduction des postes de haut rang n'atteint pas encore les 25 % recommandés par le Groupe des Dix-Huit; des réductions supplémentaires seront donc nécessaires.

15. Les Douze se félicitent que, comme le veut la nouvelle procédure budgétaire, le projet de budget ait déjà fait l'objet de larges consultations. L'élargissement du processus consultatif à un plus grand nombre d'organes subsidiaires devrait permettre d'améliorer le contenu programmatique du budget et d'établir plus facilement l'ordre de priorité entre ses différents éléments. L'émergence d'un large accord sur le plan général est la preuve que la nouvelle procédure budgétaire est viable et efficace et qu'elle a dépassé le stade expérimental. Elle aura pris son caractère définitif lorsque l'Assemblée se sera prononcée sur le traitement de l'inflation et des fluctuations de change et que l'on aura remédié à certaines insuffisances. A cet égard, M. Blanc appelle l'attention du Secrétariat sur la nécessité de respecter le montant global du plan général adopté par l'Assemblée. Le dépassement prévu constitue en effet une entorse aux principes définis par la résolution 41/213 et confirmés à de nombreuses reprises par la Commission. Les Douze ne sont pas convaincus par l'argument du Secrétariat selon lequel le coût des 50 postes rétablis par l'Assemblée dans sa résolution 43/213 suffit à l'expliquer. Il aurait été facile, par exemple, de proposer une réduction des dépenses

(M. Blanc, France)

d'équipement. Les Douze espèrent que les mesures recommandées par le Comité consultatif permettront de ramener le montant global du budget à un niveau acceptable.

16. Par ailleurs, malgré quelques améliorations, la présentation du budget ne répond pas encore entièrement aux observations formulées par le Comité consultatif et le CPC. Il faudrait faire apparaître clairement les différences par rapport aux budgets précédents en indiquant les modifications concernant le contenu des programmes, en identifiant les nouveaux éléments de programme et en précisant leur coût. La méthode de calcul du taux de croissance devrait également être affinée pour tenir compte, entre autres, des activités non renouvelables. De plus, les postes temporaires demandés à titre non renouvelable ne sont pas toujours inscrits sur les tableaux d'effectifs.

17. Le projet de budget ne propose pas de priorités générales comme cela avait été fait en 1987. En outre, très peu d'activités ont été jugées dépassées ou marginales. Sur le plan des programmes, le contenu est donc très voisin de celui du budget précédent. Or, à l'heure où la communauté internationale s'accorde pour reconnaître que les Nations Unies ont un rôle à jouer dans la recherche de solutions aux nouveaux problèmes qui se posent, il est important que l'Organisation recherche tous les moyens de mobiliser ses forces et ses ressources au profit d'un certain nombre de lignes d'action prioritaires. Les Douze, pour leur part, ont exprimé clairement leurs priorités générales : activités de maintien de la paix, désarmement, promotion et protection des droits de l'homme, lutte contre l'abus des drogues, protection de l'environnement et coopération économique internationale. Ils se réservent la possibilité de commenter en détail les montants proposés et le contenu du budget en termes de programmes lors de l'examen chapitre par chapitre.

18. Mme MUSTONEN (Finlande), parlant au nom des cinq pays nordiques, rappelle que le nouveau processus budgétaire adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213 et appliqué pour la première fois intégralement dans le projet de budget pour 1990-1991 n'a pas pour objet de limiter les ressources de l'Organisation mais de permettre à celle-ci de planifier ses activités sur une base plus rationnelle afin d'exécuter de façon efficace les décisions politiques prises par l'Assemblée générale. Dans l'ensemble, le projet de budget ne contient pas vraiment de surprises, qu'il s'agisse du taux de croissance réelle de -0,4 % ou du contenu des programmes, qui s'inscrit nécessairement dans une certaine continuité. Le Secrétaire général propose un budget dont le montant net s'élève à 1,6 milliard de dollars pour le prochain exercice biennal, soit 800 millions de dollars par an. Le Comité consultatif a recommandé, pour sa part, des réductions d'un montant de 6,9 millions de dollars, dont 1,5 million de dollars sous réserve d'informations complémentaires à fournir par le Secrétariat. Les fonds extra-budgétaires étant évalués à 2,5 milliards de dollars, le budget ordinaire représente environ 39 % du montant total des ressources de l'Organisation.

19. L'enveloppe budgétaire proposée représente une augmentation de 1,3 million de dollars par rapport au chiffre indiqué dans le plan général. Les délégations des pays nordiques ne jugent pas ce dépassement trop préoccupant; elles insistent

(Mme Mustonen, Finlande)

d'ailleurs sur le caractère préliminaire des prévisions figurant dans le plan général - lequel, de surcroît, reflétait les compressions budgétaires imposées par la crise financière. Il est évident que le nouveau processus budgétaire doit se roder; l'expérience aidant, on maîtrisera mieux le fonctionnement de ses différents éléments et, notamment, la façon dont s'articulent le plan général et le projet de budget. En l'état actuel des choses, le projet de budget présenté est conforme à l'esprit de la résolution 43/214.

20. On relève peu de cas de transferts de ressources dans le projet de budget. On aurait pu pourtant, en se fondant sur l'analyse de la charge de travail des différents départements, mettre en évidence les secteurs où de tels transferts étaient possibles. L'évaluation du Département des services de conférence, prévue dans le document A/44/222, devrait permettre à cet égard de mieux déterminer le volume de travail du Département et, partant, les ressources dont il a réellement besoin.

21. L'établissement des priorités est un autre aspect important du processus budgétaire qui devrait retenir l'attention, en particulier dans le cadre de l'examen du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997. Le rapport du Secrétaire général sur la question (A/44/272) contient des propositions concrètes de nature à améliorer le système de formulation des priorités à tous les niveaux.

22. Les délégations nordiques ont insisté à diverses reprises sur la nécessité d'associer plus étroitement les organismes intergouvernementaux au processus de planification et de programmation. Cette participation paraît désormais d'autant plus indispensable qu'il faudra, dans le cadre de l'utilisation du fonds de réserve, identifier des solutions de rechange possibles. Or, comme il ressort du tableau figurant au paragraphe 70 du rapport du Comité consultatif, le degré de participation des organes spécialisés à la planification des programmes a été pour le moins variable.

23. S'agissant du financement proprement dit des activités, il convient de souligner que de 1980-1981 à 1990-1991, les fonds extra-budgétaires ont augmenté de 116 % contre 74 % pour les ressources inscrites au budget ordinaire. Il est permis de se demander si la réforme administrative et budgétaire n'a pas contribué à leur accroissement. Il est en outre vraisemblable, comme l'indique le Comité consultatif, que la création de 261 postes supplémentaires financés au moyen de fonds extra-budgétaires - en réalité, si l'on se fonde sur les prévisions initiales pour 1988-1989, l'accroissement est de 637 postes - servira à compenser en partie la réduction du nombre de postes inscrits au budget ordinaire.

24. La tendance croissante à recourir aux fonds extra-budgétaires, en particulier dans les secteurs d'activité normalement financés au moyen du budget ordinaire, soulève de nombreux problèmes. Vu l'importance croissante de ce mode de financement, il serait utile d'avoir des informations plus détaillées sur le nombre et le montant des fonds d'affectation spéciale et des fonds "sectoriels", l'importance des fonds extra-budgétaires dans les différents secteurs d'activité, leur taux de croissance par rapport à celui des crédits budgétaires et le rôle que jouent les organes intergouvernementaux dans l'affectation de ces fonds. Il est

(Mme Mustonen, Finlande)

extrêmement important de savoir dans quelle mesure les contributions volontaires, et surtout les fonds d'affectation spéciale, modifient l'ordre des priorités et l'exécution des programmes de l'Organisation - question qu'aborde également le CPC dans son rapport. Le Comité consultatif a souligné pour sa part les problèmes pratiques que pose la gestion de ces fonds, du fait de l'absence de mécanismes d'approbation, de contrôle et de prévision. Les délégations des pays nordiques appuient énergiquement la recommandation de ce comité tendant à ce que l'Assemblée générale dispose en temps voulu d'informations précises sur le montant des fonds extra-budgétaires prévus pour l'exercice biennal considéré. Il est indispensable de procéder à une étude approfondie de l'ensemble de la question, afin que les Etats Membres puissent notamment apprécier dans quelle mesure on s'écarte progressivement du principe de la responsabilité collective en matière de financement des activités de l'Organisation. Le CPC et le Comité consultatif doivent participer à cette étude car il importe de définir avec précision le rôle des fonds extra-budgétaires dans la structure financière de l'Organisation et d'évaluer leur incidence sur le contenu des programmes.

25. Pour les délégations des pays nordiques, le projet de budget-programme est la preuve que le processus de réforme a donné des résultats tangibles, et c'est pourquoi elles sont disposées à l'approuver.

26. M. Vaher (Canada) prend la présidence.

27. Mme HAGA (Norvège), parlant au nom des cinq pays nordiques, constate que si le rapport soumis par le Secrétaire général (A/44/222) comme suite à la recommandation 71 du Groupe des Dix-Huit permet de faire le point sur l'application des différentes dispositions de la résolution 41/213, il faudra néanmoins attendre le rapport analytique qui sera présenté lors de la quarante-cinquième session pour dresser le bilan global du processus de réforme. Au stade actuel, toutefois, les délégations nordiques sont relativement satisfaites du suivi donné à la résolution 41/213, en particulier en ce qui concerne le processus de planification et les nouvelles procédures budgétaires, la restructuration des secteurs politique et administratif, la réduction des frais de voyage et des coûts relatifs aux services de consultants, ainsi que la compression des effectifs, qui est de l'ordre de 12 %.

28. Par contre, pour ce qui est de la restructuration du secteur économique et social, les résultats restent très décevants, qu'il s'agisse du mécanisme intergouvernemental ou du Secrétariat. Il est regrettable que le travail effectué par la Commission spéciale n'ait débouché sur l'adoption d'aucune recommandation. Il faudrait reprendre l'examen de la question, et le Secrétariat devrait contribuer à la relance du processus en formulant des propositions concrètes. Par ailleurs, même si les Etats Membres n'ont pu parvenir à un accord sur le mécanisme intergouvernemental, il semble que l'on pourrait commencer dès maintenant à restructurer les secteurs économique et social du Secrétariat.

29. Des progrès restent à faire en ce qui concerne le mécanisme de coordination interinstitutions. De même, les résultats ne sont pas très concluants sur le plan de la réduction de la durée des réunions et conférences et de la limitation de la



(Mme Haga, Norvège)

documentation. Les Etats Membres n'ont pas fait tout leur possible pour utiliser au mieux le temps et les services de conférence dont ils disposaient. Il est décevant que le Comité des conférences, en dépit du renforcement de son mandat et de l'élargissement de sa composition, n'ait pas été en mesure de s'acquitter des responsabilités définies dans le rapport du Groupe des Dix-Huit. En revanche, il est satisfaisant de voir que la tendance à une demande accrue de services de conférence ne s'est pas maintenue et que de nombreux organes ont adopté un programme de travail biennal. Il faut poursuivre les efforts dans ce domaine et, là encore, l'apport concret du Secrétariat sera indispensable.

30. Les mesures préconisées dans le cadre du processus de réforme étaient initialement conçues comme un tout. Or, du fait de la crise financière, on a surtout mis l'accent sur les réductions de dépenses et d'effectifs, en négligeant quelque peu les recommandations relatives à la gestion du personnel, à la politique de recrutement, à la formation, au roulement des emplois, etc. La "dimension humaine" de la réforme, qui faisait l'objet des recommandations 41 à 61 du Groupe des Dix-Huit, n'a pas retenu suffisamment l'attention. Il est regrettable, notamment, que les réductions de personnel n'aient pas été effectuées de façon plus rationnelle, sur la base d'une analyse du volume de travail des départements, comme prévu dans la recommandation 15.

31. Se félicitant que les recommandations relatives au contrôle, à l'évaluation et à l'inspection soient en cours d'application, les délégations des pays nordiques tiennent à rappeler l'importance qu'elles attachent aux travaux du Corps commun d'inspection; il est essentiel, à leurs yeux, que les organes qui ont fait l'objet d'un rapport des inspecteurs veillent à donner effet aux recommandations formulées par ces derniers.

32. Pour les délégations des pays nordiques, l'application de la résolution 41/213 s'est d'ores et déjà traduite par une gestion plus circonspecte des ressources de l'Organisation, résultat qui, à lui seul, montre que la réforme n'a pas été vaine. Elle a également conduit à la recherche d'un accord plus large sur les questions budgétaires et administratives; c'est ainsi que, lors de la dernière session, la plupart des décisions importantes de la Cinquième Commission ont pu être prises par consensus.

33. Mme OLDFELT (Suède), prenant la parole au nom des pays nordiques sur le point 124, se réfère tout d'abord au document sur le contrôle, l'évaluation et l'information de gestion. S'il faut se féliciter que l'Organisation soit dotée d'un ensemble cohérent de dispositions régissant le contrôle et l'évaluation des programmes et que le Secrétaire général lui-même insiste auprès des responsables des programmes sur les liens entre évaluation et programmation, il n'en reste pas moins que la situation est quelque peu décevante. Au cours de la période 1986-1991, 54 % seulement des sous-programmes auront fait l'objet d'une auto-évaluation et le pourcentage prévu pour les années à venir ne dépasse pas 74 %. On serait pourtant en droit de s'attendre qu'en six ans tous les sous-programmes aient été évalués au moins une fois. Rappelant qu'aux termes de la recommandation du CCI relative à l'établissement de rapports sur l'exécution des programmes,

(Mme Oldfelt, Suède)

chaque sous-programme devrait faire l'objet d'un rapport analysant les progrès accomplis et les résultats obtenus, étant entendu que les rapports ainsi établis seraient présentés en même temps que le projet de budget-programme. Il est donc étonnant qu'au paragraphe 24 de son rapport, le Secrétaire général déclare que "des résumés analytiques ne seront établis que pour les sous-programmes pour lesquels on dispose d'un rapport d'auto-évaluation récent". Chaque responsable de sous-programme devrait être en mesure de fournir, pour chaque exercice biennal, le type de document présenté à l'annexe IV du rapport du Secrétaire général. On devra peut-être accepter des objectifs inférieurs, mais il est impératif que les résultats des évaluations soient pris en considération au stade de la planification.

34. S'étant prononcés antérieurement pour la mise en place d'un système intégré de gestion, les pays nordiques notent avec satisfaction que le système prévu fournira à la fois des informations financières et des informations sur l'exécution des programmes. Il est en effet indispensable que les données financières relatives aux sous-programmes qui sont produites par le système comptable soient présentées de la même façon que celles relatives à l'exécution. En l'occurrence, il ne s'agit pas seulement d'informatiser les opérations, mais aussi de définir des règles et procédures comptables. Il faudrait d'ailleurs que l'utilisation de données comptables, aussi bien pour le contrôle financier que pour le contrôle de l'exécution, soit couverte par les programmes de formation que le Secrétaire général prévoit d'organiser sur l'auto-évaluation. Rappelant le contenu du paragraphe 66 du rapport du Secrétaire général sur l'application des conclusions des évaluations (A/43/179), Mme Oldfelt souligne combien une formation systématique du personnel est importante pour le bon fonctionnement des systèmes de planification des programmes et de gestion financière.

35. Le rapport sur les états des incidences sur le budget-programme (A/44/234) traite de questions complexes et vient à point nommé. Les pays nordiques conviennent que le système actuel a besoin d'être sensiblement amélioré et notent avec satisfaction que le Secrétaire général pense pouvoir y parvenir en renforçant la coopération entre les services concernés du Secrétariat. Les pays nordiques souscrivent aussi aux recommandations et conclusions du CPC, qui a examiné le rapport en question à sa vingt-neuvième session.

36. L'établissement des priorités est une opération compliquée mais indispensable si l'on veut que la gestion financière prenne tout son sens. Le nouveau système proposé, qui consisterait à établir les priorités au niveau des sous-programmes, va dans le sens d'une simplification dans la mesure où il est plus facile à ce niveau de délimiter les objectifs visés et les moyens à mettre en place pour les atteindre. Qui plus est, il est logique de se placer à l'échelon des sous-programmes dans la mesure où ceux-ci constituent la principale articulation entre le plan à moyen terme et le budget-programme. En conséquence, les pays nordiques peuvent souscrire sans grande difficulté à la mise en place, à titre expérimental, du système modifié proposé par le Secrétariat, étant entendu qu'il serait évalué au terme de l'exercice biennal 1992-1993.

37. M. MA LONGDUE (Chine) note que le Secrétaire général attribue l'écart de 1,3 million de dollars entre le montant du projet de budget et le montant prévu dans le plan général au rétablissement de plusieurs postes au Département des services de conférence, à la demande de l'Assemblée générale. De son côté, le Comité consultatif voit dans cet écart la résultante de plusieurs facteurs. De fait, aussi longtemps que le plan général et le projet de budget seront établis à partir de données différentes (le montant initial du budget de l'exercice précédent et les prévisions révisées, respectivement), les deux séries de chiffres ne pourront exactement concorder, d'autant que bien d'autres variables entrent en jeu. Il ne serait donc pas réaliste de considérer le montant du plan général comme le plafond du budget-programme. Consciente que le nouveau processus budgétaire n'est pas encore au point et que, partant, il faut faire preuve de souplesse, la délégation chinoise souscrit aux conclusions et recommandations formulées par le CPC à l'issue de sa vingt-neuvième session et rappelle que, comme elle l'avait proposé, celui-ci a suggéré de revoir éventuellement les procédures budgétaires compte tenu de l'expérience acquise. Au moment où l'Organisation est appelée à jouer un rôle de plus en plus important en faveur de la paix et de la coopération internationale, il est indispensable qu'elle dispose des ressources nécessaires pour exécuter les programmes demandés par l'Assemblée générale. Cela étant, la recherche de l'économie et de l'efficacité doit présider à l'évaluation des besoins et à la répartition des ressources.

38. La délégation chinoise a pris note des réductions recommandées par le Comité consultatif sur la base de considérations techniques. Un certain nombre de questions qui auront une incidence directe sur le montant global du projet de budget-programme n'ont pas encore été résolues (réduction des postes de SGA et SSG, incidences budgétaires de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, incidences éventuelles des propositions formulées par la CFPI et la Caisse commune des pensions). La délégation chinoise espère que ces problèmes seront réglés dans le cadre de consultations plénières entre les Etats Membres. De manière générale, le succès du processus budgétaire dépendra non seulement des efforts du Secrétariat mais aussi de la bonne volonté des Etats Membres.

39. Etant donné l'importance prise par les ressources extra-budgétaires, il convient d'en améliorer la gestion. La délégation chinoise note avec satisfaction les observations faites à ce sujet par le Comité consultatif et estime, à l'instar de ce dernier, que le Secrétaire général devrait examiner de façon approfondie les programmes financés à l'aide de ces fonds. Il faudrait également définir clairement les liens entre programmes extra-budgétaires et programmes budgétaires, le but étant d'assurer le financement des programmes demandés par les organes délibérants, notamment des programmes prioritaires.

40. A cet égard, la délégation chinoise a étudié avec beaucoup d'intérêt le rapport relatif à l'établissement des priorités et partage le point de vue du Secrétaire général selon lequel cet élément capital du processus de programmation et de budgétisation devrait se faire essentiellement sur la base du plan à moyen terme, les priorités indiquées dans le budget-programme (y compris le plan général) devant s'inspirer de celles établies dans le plan. Quant à la question de savoir

(M. Ma Longdue, Chine)

s'il faut établir ces priorités au niveau des sous-programmes dans le plan, on ne pourra y répondre qu'à l'issue des consultations qui auront lieu entre les Etats Membres sur la nouvelle structure du plan proposée par le Secrétaire général. La proposition tendant à les établir au niveau des produits dans le cas du budget-programme exige d'être étudiée plus avant.

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite) (A/C.5/44/L.3)

41. M. VAHER (Vice-Président) présente le projet de résolution A/C.5/44/L.3. Se référant à la version anglaise du document, il précise qu'il faut y apporter un certain nombre de corrections mineures. A la cinquième ligne du cinquième alinéa du préambule, au lieu de "standardization, presentation", il faut lire "standardization of the presentation" et ajouter une virgule après "accounting policies". A la première ligne du paragraphe 4 du dispositif, il faut mettre au pluriel le mot "recommendation". A la huitième ligne du paragraphe 6, il faut supprimer la virgule après les termes "management issues". A la fin du paragraphe 10, le numéro de la décision est 89/49 et non pas 98/49. A la troisième ligne du paragraphe 11, il faut remplacer "the desire for" par "the desirability of". A la quatrième ligne du paragraphe 15, il faut remplacer "each entity with a view to" par "each entity, and with a view to". A la troisième ligne du paragraphe 23, il faut lire "biennium" au lieu de "biennial". Enfin, il faut mettre au pluriel le terme "instruction" qui figure à la deuxième ligne du paragraphe 24.

42. M. DE CLERCK (Belgique) suggère que la modification apportée au paragraphe 11 soit rendue en français par "qu'il est souhaitable de".

La séance est levée à 17 h 25.